



La prudence française face au printemps arabe: - l'héritage du passé colonial

Serge Allemand*

p. 73-80

L'énorme surprise fut pour le monde occidental qui a vu surgir sans ciller le Printemps arabe. Il ne se doutait pas de la capacité d'émancipation du monde arabe. Notre point de vue sur le Printemps arabe 2010 et sur le bouleversement géopolitique et la rupture historique qu'il a provoqués, est celui d'un non spécialiste des relations internationales. Nous avons observé avec étonnement la frilosité de l'Occident voire son inquiétude face à ce tournant historique de l'histoire d'Arabie. Pourquoi ces révolutions arabes de Tunisie et d'Égypte qui ont porté si haut les valeurs universalistes de la démocratie française ont-elles été si peu plébiscitées et soutenues par les intellectuels et la classe politique? Pour comprendre la prudence française, on examinera des causes macro-historiques mais également des intérêts politiques immédiats. De façon concomitante, nous nous interrogerons dans le cadre de notre exposé sur le processus de démocratisation en place en Tunisie et en Égypte. Où en sont ces jeunes démocraties en comparaison de nos vieilles démocraties européennes et du Nouveau Monde? Nous tenterons de redéfinir, à défaut de produire un modèle idéal typique, les conditions de fonctionnement d'un système démocratique.

L'enjeu de tout exercice démocratique est qu'il présente le risque, par son droit d'expression, d'une légitimation des minorités politiques extrémistes dont les valeurs sont paradoxalement conflictuelles avec l'esprit d'une gouvernance démocratique.

La prudence française face au printemps arabe:
- l'héritage du passé colonial -

En tant que non spécialiste des relations internationales, nous tenons à préciser notre position d'intellectuel engagé dans le rapprochement de l'Occident avec le monde arabe. Aborder la problématique des échanges méditerranéens Nord/Sud, c'est d'abord considérer en tant qu'auteur, notre implication de sujet dans cette histoire transnationale. Gramsci¹, longtemps après Ibn Khaldun, saisit avec clairvoyance les traces en nous du processus historique que nous incarnons en tant qu'acteurs: «Le point de départ de l'élaboration critique est la conscience de ce qui est réellement, c'est à dire «un connais toi

* Chargé de cours en sociologie - Université de Provence - Aix en Provence, Marseille.

¹ Gramsci in «Cahiers de prison», N.º 10, 11, 12, et 13, Paris, Gallimard, 1978, p. 176.

toi-même» en tant que produit du processus historique (...) qui a laissé en toi une infinité de traces (...) c'est un tel inventaire qu'il faut faire pour commencer».

C'est au nom de l'histoire nationale que nous portons en nous que nous nous sommes étonné de la prudence française des médias, de la classe politique et, surtout des intellectuels face au Printemps arabe.

C'est également notre histoire qui s'est exprimée dans notre ferveur enthousiaste du début lorsque nous avons accueilli les soulèvements populaires des peuples tunisien et égyptien. Nous verrons plus loin dans notre exposé comment nous fûmes victime d'une méprise épistémologique confondant notre histoire avec celle des peuples arabes....

Le Printemps arabe 2010 sonna comme le réveil de la conscience des aspirations démocratiques du monde arabe. En France, il reçut aussitôt un chaleureux accueil de certains médias² suivi rapidement d'une réception plus mitigée, sceptique que l'on pourrait assimiler à de la prudence. Il était étonnant que ce Printemps arabe ne fût ni salué ni plébiscité par la classe politique française, d'ordinaire si fière de son idéal républicain revendiqué comme emblème de l'identité nationale. Encore plus étonnant fut d'observer que ni le Parti socialiste (principal parti de gauche), ni les intellectuels de gauche ne vinrent saluer avec ferveur cette souveraineté conquise avec bravoure par le peuple. Celui-ci pouvait enfin choisir ses gouvernants après avoir chassé du pouvoir ceux qui lui furent imposés.

L'exposé qui suit tente d'explorer l'historicité de la prudence française face au Printemps arabe et d'appréhender une archéologie de l'histoire de nos peurs face aux arabes et à l'Orient.

Nous l'abordions brièvement, la première de nos difficultés pour nous simples citoyens ou observateurs politiques, c'est que notre statut de sujets dans le récit des histoires nationales nous confronte à un obstacle épistémologique³ majeur.

En effet, notre cadre d'analyse de référence est bien sûr celui de notre histoire nationale. C'est au nom de celle-ci que certains de nos médias ont vu dans le Printemps arabe «une révolution française au cœur du Maghreb» ou bien encore «une première poussée démocratique dans le monde arabe post colonial». ⁴ Dans les relations entre la France et l'Algérie par exemple, la période coloniale reste une référence historique forte à des titres différents. Néanmoins, si la mémoire collective des algériens est marquée par l'acte d'indépendance comme étant le début de leur histoire, les français retiennent la période de colonisation comme l'apogée de leur puissance coloniale. Nous sommes donc de part et d'autre de la Méditerranée, dans des temporalités discordantes comme le souligne l'historien Benjamin Stora⁵. Nous regardons notre histoire commune à travers le prisme de notre propre histoire politique et sociale.

En effet, l'enthousiasme ému que le Printemps arabe a suscité chez certains observateurs était motivé par l'idée que les révolutions arabes incarnaient les valeurs universalistes dont la république française se veut l'emblématique étendard... Il y a

² Quelques réactions individuelles de journaux ou magazines de gauche ou du Centre tels que le Nouvel Observateur, Marianne, Libération et Le Monde, La Croix (catholique), Médiapart, Rue 89 (presse électronique) saluèrent la volonté et le courage des peuples à renverser leur régime autoritaire au pouvoir depuis 2 à 3 décennies.

³ Gaston Bachelard in «La formation de l'esprit scientifique», Edition Librairie philosophique j. Vrin, 1983, p. 13.

⁴ @Le Monde, 16 et 17 janvier 2011.

⁵ Benjamin Stora est historien, spécialiste de la Guerre d'Algérie et de la période coloniale française et post-coloniale.

méprise ici d'un caractère épistémologique, dit Mme Younga⁶, insistant sur le fait qu'on ne peut définir les événements qui ont pris place dans le monde arabe par le prisme de notre culture politique française ou par l'approche ethno-centrée de notre histoire nationale.

Mme Younga considère en effet les révoltes arabes comme des moments à la fois de *rupture* et de *continuité* si l'on se place du point de vue de l'histoire politique de ces sociétés là.

Rupture car les régimes autoritaires qui ont pris place après les luttes d'indépendance ont trahi les idéaux de liberté et de démocratie que les décolonisations laissaient espérer. *Continuité* dans le sens où l'émancipation des régimes politiques autoritaires s'inscrit dans la continuité de la libération de la tutelle coloniale 30 ans plus tôt.

Pendant les soulèvements populaires, les vers du poète tunisien El CHAABI ont accompagné les luttes de libération résonnant comme un écho réminiscent des premières luttes d'indépendance:

*Si un jour le peuple veut la vie
Le destin se doit de répondre
Les ténèbres se dissiperont
Et les chaînes se briseront*

Le Printemps arabe a produit une véritable rupture historique et un bouleversement géopolitique dans la région du Proche et Moyen Orient. *Rupture* dans la capacité nouvelle de révolte des peuples tunisien et égyptien longtemps soumis à la tyrannie de leur chef et d'un système politique répressifs. Rupture donc par un nouveau mode de rapport que le peuple institue avec ses gouvernants. On y observe chez ces peuples une volonté marquée d'assumer la responsabilité de leurs destins.

Quant au bouleversement géopolitique, il demeure plus potentiel qu'avéré. Dans la conscience des occidentaux la présence des régimes autoritaires servait de garantie au Maghreb et au Moyen Orient pour le maintien d'une stabilité politique. Les régimes occidentaux acceptaient de réduire leurs exigences devant les atteintes faites, dans ces pays là, aux libertés individuelles.

Le changement de régime politique et l'alternance attendue vers des formes plus libérales de systèmes laissèrent craindre un risque de chaos et une prise de pouvoir islamiste. Car le risque pour toute démocratie est que, par le jeu du respect de la représentation politique, des partis extrémistes parviennent en situation de pouvoir, porteurs d'idéologies conflictuelles avec l'esprit démocratique d'une république. Ainsi la menace frontiste en France ou la menace islamiste dans les pays arabes.

Revenons à l'accueil du Printemps arabe en France. Nous avons jusqu'ici examiné l'obstacle épistémologique et le risque politique. Il est aussi une autre facteur explicatif de la prudence française: *l'Orientalisme*, phénomène géo-culturel, n'a cessé de façonner notre regard d'occidental sur le monde arabe depuis deux siècles. Cette vision de l'Orient par l'Occident a pénétré notre imaginaire collectif. L'orientalisme est une

⁶ Younga Haayat est chercheuse au Centre d'Etudes sur l'Orient contemporain à la Sorbonne; Elle a collaboré à un ouvrage collectif «Révoltes arabes», sous la direction de Pierre Blanc, article «La révolution arabe de 2011 – A la recherche du sens perdu», Editions Lharmattan, 2011.

conception intellectuelle et scientifique sur l'Orient et les arabes qui fait autorité dans les milieux politique, social et universitaire sur les deux rives de la Méditerranée.

Pourquoi une telle approche peut-elle être féconde sur le plan heuristique? Thierry Fabre⁷ la recommande «dans l'étude des relations internationales car elle permet de mieux saisir des enjeux culturels et sociaux lors des conflits à certaines périodes de l'histoire de ces sociétés».

Qu'est ce que l'Orientalisme? Il est difficile de répondre à cette question aussi simplement qu'on la pose!!

Cet objet d'étude est vaste et composite et convoque une multitude de définitions d'une même question. Partons donc d'une simple définition pour évoluer vers un objet de plus en plus complexe.

L'Orientalisme⁸ pour Edward Said est d'abord «un domaine de recherches fondé sur une unité géographique, culturelle, linguistique appelée l'Orient». Ce domaine de recherche est étudié à l'Université par différents spécialistes tels des ethnologues, sociologues, historiens ou philologues. Les principales sources ou données ayant permis de construire ces connaissances spécialisées sur l'Orient ont été recueillies par la France et l'Angleterre, pionnières dans l'exploration du Proche Orient. Du début du XIX^e siècle, période des conquêtes coloniales - de l'Egypte par l'Angleterre et de l'Algérie par la France - jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, ces deux grandes puissances ont, conclut Said⁹, «dominé l'Orient et l'Orientalisme». Plus tard les Etats Unis s'intéresseront à la culture orientale. Comme souvent, l'étude approfondie d'un pays sert des fins politiques. L'Orientalisme organise sur le plan des idées une grande entreprise de domination de l'Orient par l'Occident. Edward Said¹⁰ y voit «un exercice de force culturelle» si puissant qu'il a pu, pensons nous, organiser les conditions historiques et culturelles de son émergence. La voie fut alors tracée à l'établissement de l'Empire colonial.

L'Orientalisme se révèle essentiellement être une relation de pouvoir et d'hégémonie de l'Occident sur l'Orient. Mais sous quelles formes se diffuse-t-il en tant que connaissances? Said¹¹ le définit comme «un corps de doctrines - un système d'idées, un corpus scientifique de connaissances et de pratiques (...) transmissibles par les académies, les livres, les congrès, les universités, les bureaux des affaires étrangères». L'Orientalisme est également perçu, dit Said¹² «comme l'institution globale qui traite de l'Orient par des déclarations, des prises de position, des descriptions, un enseignement, une administration, un gouvernement...»

Ce qui intéresse principalement notre propos est d'observer le pouvoir d'influence de l'Orientalisme en tant que mouvement de recherche. Doté d'une puissance idéologique telle qu'il s'est imposé naturellement comme un système d'autorité sur l'Orient. Cette autorité fut avant tout politique et fut représentée par les gouvernements des colonies.

Celles-ci, dès leur création, ont vu l'institution de rapports inégalitaires entre indigènes et colons. Ce système de domination fut abondamment nourri par l'image d'un

7 Sous la direction de Thierry Fabre et d'Emilio La Parra in «Paix et guerre entre les cultures», «Face à face, côte à côte, Essai sur les interactions culturelles», p. 219.

8 Edward Said in «l'Orientalisme», Editions Seuil, 1978, p. 78.

9 Ibid, p. 16

10 Ibid, pp. 55-56.

11 Ibid, p. 19.

12 Ibid, p. 15.

Orient immuable fait de stéréotypes et de représentations naïves que les premiers explorateurs (aventuriers, artistes) avaient rapportés en Occident. L'Orient et ses habitants les arabes, furent «orientalisés» dans l'imaginaire collectif occidental par la vision d'un monde exotique à la fois extrêmement attractif par l'ardente sensualité des femmes indigènes et une certaine douceur de vivre et, redouté pour la figure de l'indigène sauvage et désobéissant. Cette idéologie justifia en partie la mission civilisatrice des colons.

Nous voudrions à présent recentrer notre exposé sur la situation française en particulier et examiner par exemple la portée des stigmates de la colonisation sur le peuple algérien dans la période post coloniale.

La prudence française face au Printemps arabe serait-elle la conséquence de notre histoire coloniale? Nous serions tenté en effet de le croire tant la thèse de l'héritage du passé semble plausible. Gérard Noirel,¹³ historien y croit: «nous sommes tributaires de l'histoire nationale du pays dans lequel nous vivons» et Dominique Schnapper¹⁴ précise après lui les formes de cette continuité historique dans notre histoire nationale: «le colonialisme a inscrit le racisme dans l'Etat. L'attitude à l'égard des travailleurs immigrés n'est qu'un prolongement du colonialisme.» Tandis que Didier Lapeyronnie¹⁵ perçoit dans cette continuité les éléments d'un traumatisme qu'il qualifie de *fracture coloniale*. Cette expression intègre à la fois l'idée d'un héritage - celui du passé colonial -, et renvoie à l'idée d'irréversibilité avec le passé. La société coloniale aurait fracturé notre tissu social par l'institution de rapports inégalitaires entre les hommes qui survivent cinquante ans après la décolonisation. En établissant une hiérarchie entre indigènes et citoyens, l'Etat français inscrit dans le Droit une discrimination sociale que Dominique Schnapper nomme *racisme d'Etat*.

Ce racisme anti-arabe hérité de la période coloniale fut difficile à dépasser par la société et par l'Etat. Celui-ci tarda à le reconnaître, aveuglé¹⁶ par la grandeur de son idéal républicain. En effet, l'attachement aux valeurs humanistes de la république était constitutif de l'identité française. Cette adhésion aux valeurs humanistes lui a valu un statut de grande nation sur la scène internationale. L'Etat français était devenu «la patrie des Droits de l'homme» et cet esprit universaliste reconnu dans le monde en même temps qu'il lui permit de préserver son rang, lui fit perdre de sa lucidité sur la scène intérieure.

En effet, ces conduites racistes furent difficiles à identifier par l'Etat. Il fallut attendre les travaux du *Haut Conseil à l'Intégration*¹⁷ pour que soit reconnu le *fondement racial de cette inégalité* spécifique puisqu'elle touchait «des français de couleur, notamment d'outre-mer ou d'origine étrangère non européenne». La recherche d'un consensus républicain autour d'un projet d'intégration des immigrés

13 Gérard Noirel in «De la question sociale à la question raciale», sous la direction de Didier et Eric Fassin, Editions?, pp. 169-170.

14 Dominique Schnapper in «La relation à l'autre - Au cœur de la pensée sociologique», Gallimard?, Paris, p. 437: «(...) En distinguant les citoyens des immigrés qui restent des sujets sans devenir citoyens, l'Etat prolonge la situation coloniale.»

15 Didier Lapeyronnie in «La fracture coloniale», Edition La découverte, Paris, 2006.

16 Gérard Noirel in «De la question sociale à la question raciale», sous la direction d'Eric et Didier Fassin, éditions La découverte, 2009, p. 167.

Nous empruntons à Noirel l'idée «d'aveuglement racial de la pensée républicaine» postulant qu'une tradition de pensée républicaine au nom de laquelle le racisme n'a pas droit de cité: «Ce présupposé, dit Noirel, a entraîné un rejet des revendications ethnico-raciales au nom d'un modèle assimilationniste se réclamant de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen»

17 Le Haut Conseil à l'Intégration mis sur pied par le gouvernement remit au Premier Ministre M. Jospin en 1998 un rapport sur les discriminations. Pour la première fois, il était reconnu la responsabilité dans le fonctionnement de la société française concernant les discriminations observées sur le terrain. Ceci peut être considéré comme un tournant idéologique dans l'histoire du traitement de la question immigrée.

a empêché, admet Didier Fassin,¹⁸ la reconnaissance d'un traitement différentiel des étrangers par la société française et une partie de ses élites: «Ce dont on ne voulait pas, on ne le voyait pas».

Enfin, pour conclure sur la fracture coloniale celle-ci serait bien cette difficulté à s'émanciper des rapports inégalitaires entre héritiers de l'histoire coloniale.

Les effets de cette fracture sont multiples dont le premier, nous venons de l'évoquer, est un racisme anti-arabe profondément enraciné dans nos habitus. Les conduites racistes au sein d'une société ne sont pas toutes d'une fervente hostilité. Il en existe des formes feutrées, rappelle Colette Guillaumin¹⁹ avec perspicacité, qui contraste avec l'ostentation attendue des conduites racistes ordinaires. L'auteur souligne avec à propos que l'idéologie raciste peut s'accompagner d'un sentiment d'admiration pour la culture d'individus faisant l'objet de rejet. Les mécanismes de rejet et de discrimination sont bien intégrés au fonctionnement d'une société et, par conséquent, offrent peu de visibilité à des observateurs ordinaires. D'autre part, les conduites racistes sont chez certains intellectuels ou hommes politiques, refoulées car considérées comme honteuses au nom des valeurs républicaines que l'Etat et la société français sont chargés de défendre. Le débat intellectuel et politique sur la question de l'intégration des immigrés fut longtemps enfermé dans une *clôture dogmatique*²⁰ déniée par le fait historique.

Enfin, revenons à notre thèse sur la supposée frilosité française devant les événements du printemps arabe. Nous avons examiné des causes géo-culturelles et historiques pour expliquer la prudence française. L'émancipation du passé colonial tarderait pour des raisons que nous avons évoquées. Enfin, la situation géopolitique actuelle impose ses contraintes: il existe une cause géostratégique répondant à un intérêt politique immédiat: le Printemps arabe en Egypte et en Tunisie d'abord, par l'amorce d'un processus démocratique a remis en cause l'équilibre géopolitique des régions du Moyen et du Proche Orient.

De nombreux pays arabes avaient connu, dès la conquête de leur souveraineté, des régimes dictatoriaux (Tunisie, Egypte, Maroc, Algérie.)²¹ L'autorité de ces régimes a longtemps représenté pour l'occident une garantie de stabilité politique dans la mesure où les minorités contestataires des pouvoirs en place étaient efficacement réprimées. Ces pouvoirs dirigés par un Président dictateur, étaient servis par une armée et un système policier puissants chargés d'organiser la répression de toute forme de contestation. La liberté d'expression des médias était contrôlée, la représentation politique était réduite à une structure monopartite dont était issu le président en place. Le système politique était un régime présidentiel aux pouvoirs absolus. Police et Armée étaient de véritables instruments d'Etat chargés d'organiser l'ordre public.

18 Didier Fassin in Revue de science politique, vol. 52, n.° 4, août 2002, pp. 403-423.

19 Colette Guillaumin in «L'idéologie raciste», Editions Gallimard, Paris, 1972, p. 103.

L'auteur rappelle à l'instar de JP. Sartre que «le meilleur ami d'un antisémite est un juif, mais encore que l'antisémitisme se nourrit assez souvent d'une connaissance supérieure à la moyenne de la culture juive ou de l'un de ses aspects, et n'exclut pas l'amitié ou l'admiration pour cette culture...»

20 Nous empruntons ici l'expression de Mohamed Arkoun «clôture dogmatique» qu'il référerait lui à un autre objet, l'interprétation savante des textes du Coran. L'auteur y fait essentiellement allusion dans son livre: «ABC de l'Islam - Pour sortir des clôtures dogmatiques», Editeur Michel Grancher, Paris, 2007.

21 Nous nous référons à ces pays là car ils furent colonisés: l'Egypte par Napoleon en 1798, puis par l'Angleterre et la France occupa le Maghreb (Maroc et Tunisie) dès 1830 et fit la conquête de l'Algérie. Ces dates ont été recueillies dans le livre de Massignon Louis in «Ecrits mémorables» tome II, éditions Robert Laffont, Paris, 2009, p. 229.

Pour repenser l'ordre géopolitique actuel dans cette région du monde, il faudrait faire l'histoire des relations entre d'une part, le monde arabe et de l'autre, les Etats-Unis et leur allié Israël depuis sa création en 1948. Nous comprendrions alors mieux l'intérêt géostratégique que représentaient les dictatures pour l'Occident et la répression des mouvements islamistes depuis une décennie. L'islam était perçu comme un facteur de cohésion pour le monde arabe et c'est sa capacité de mobilisation plus que le fait religieux qui fut un temps redoutée par l'Occident, notamment lors de l'émergence de la première république islamique en 1979 en Iran, par Khomeïni. Uni, le monde arabe représentait une menace pour l'Occident. Que son unité soit le fait de l'idéologie socialiste lors de la *guerre froide* ou celui de l'islamisme ensuite.

L'émergence du Printemps arabe et des aspirations démocratiques des peuples égyptien et tunisien a pu laisser penser que l'alternance politique qui suivrait déstabiliserait l'ordre géopolitique de cette région du monde. Qu'en est-il exactement dans ces deux pays? Notre réflexion sur l'exercice démocratique est qu'il présente toujours le risque par son droit d'expression, d'une légitimation des minorités politiques extrémistes dont l'idéologie est paradoxalement conflictuelle avec l'esprit d'une gouvernance démocratique.

Qu'est-il advenu dans ces deux pays?

Les islamistes ont légitimement conquis le pouvoir après les premières élections libres ayant eu lieu dans ces pays depuis 30 ans: le parti des *Frères Musulmans* en Egypte et celui d'*Ehnada* en Tunisie.

Après ces élections libres - premier signe d'un fonctionnement démocratique - la diversité de la représentation politique fut respectée en Tunisie. Les trois partis arrivés en tête aux élections se sont partagé le pouvoir exécutif (nomination du président issu d'un parti et du Premier ministre issu du parti vainqueur) et le pouvoir législatif. Les prérogatives du Président ont été significativement diminuées par rapport à celle du président sortant. Ceci peut-être afin d'éviter une reprise en mains autoritaire du pouvoir par un seul parti ou clan. Les médias (journaux, radios et télévisions) ont pour l'instant retrouvé une liberté d'expression logique dans le fonctionnement ordinaire d'une démocratie.

Les premiers signes d'un fonctionnement démocratique sont visibles: *élections libres, respect de la représentation politique dans la distribution des pouvoirs, respect de la liberté d'expression et de pensée*. On observe néanmoins ça et là quelques atteintes partielles à la liberté d'expression lorsqu'un patron de presse par exemple est réprimé par des groupes islamistes pour avoir défendu ses opinions libérales publiquement ou bien lorsqu'un touriste tunisien est pris à parti et roué de coups cet été par un groupe de salafistes au motif de laisser sa femme se promener dans la rue dans une tenue provocante²². Comment peut-on interpréter ces faits? Comme des entraves à l'exercice démocratique?...

La situation égyptienne semble différente de la situation tunisienne. L'Armée a tardé à céder le pouvoir au parti islamiste vainqueur des élections. L'armée tenta même un coup d'Etat institutionnel en vidant la fonction présidentielle de l'essentiel de ses prérogatives. Le Président, Mohammed Morsi, issu des Frères Musulmans fut élu démocratiquement et l'Armée accepta ce choix.

22. Les journaux français et les médias télévisés se sont émus ainsi que certains hommes politiques tels que le maire de Paris, M. Delanoë de cet incident. La touriste française d'origine tunisienne se promenait dans la rue vêtue de manière estivale, laissant apparaître ses épaules et une partie de son dos nu. Cette tenue fut considérée comme une provocation par le groupe des salafistes.

Depuis le Président a repris le pouvoir d'une main autoritaire en chassant les hommes influents de l'Armée des postes stratégiques qu'ils occupaient jusqu'ici (par exemple le général Tantaoui, homme politique influent sous l'ancien régime et lors de la transition politique).

Si cette reprise en mains autoritaire du pouvoir s'avérait être une transition vers un nouveau régime autoritaire, alors les aspirations démocratiques du peuple auraient failli. Le temps est encore à l'observation. Nul ne sait encore comment pourrait s'appeler l'alternative politique aux régimes dictatoriaux passés?!! Un processus de démocratisation est-il en marche? Enfin, il est trop tôt pour dire ce qu'il adviendra dans ces pays des retombées du Printemps arabe. Le monde arabe, à l'instar de ces pays, est à la recherche d'une alternance politique adaptée à son histoire politique et à sa civilisation. Cette alternance rompra avec les dictatures dont ils se sont émancipés. La démocratie telle que pratiquée en Occident est-il un système politique viable en Egypte et en Tunisie? La démocratie est un long processus qui s'inscrit dans une temporalité imprévisible dans sa finitude. Nous n'avons pas la lucidité nécessaire en tant qu'observateurs occidentaux car nous cédon trop volontiers à la tentation - victimes d'une méprise épistémologique - de juger de l'histoire du monde arabe à partir de notre propre histoire politique!!!...